

Appel au boycott des produits israéliens : quand le ministère français de la Justice refuse de distinguer entre des produits et des hommes

Par Ghislain Poissonnier et Nicolas Boeglin, le 14 novembre

Peut-on encore espérer des autorités françaises une attitude rationnelle au sujet des appels au boycott des produits israéliens ? On peut légitimement se poser la question à la lecture d'une récente [dépêche](#) du ministère de la justice.

Dans son [arrêt Baldassi](#) du 11 juin 2020 condamnant la France [1], la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que l'appel au boycott des produits israéliens ne peut pas en soi constituer une infraction pénale : il est en effet couvert par la liberté d'expression [2]. La France n'ayant pas fait appel de l'arrêt, celui-ci est donc juridiquement définitif depuis le 11 septembre 2020.

On pouvait donc s'attendre à ce que le ministère français de la Justice prenne les mesures qui s'imposent afin [d'abroger](#) les circulaires Alliot-Marie du 12 février 2010 [3] et Mercier du 15 mai 2012 [4]. En effet, ces [circulaires](#) prescrivent aux procureurs de poursuivre les personnes appelant au boycott des produits israéliens dans le cadre de la campagne internationale Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS).

Le 20 octobre 2020, le ministère de la Justice a cependant adressé aux procureurs une [dépêche](#) consacrée « à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits

israéliens » [5], dépêche qui s'efforce de préserver la pénalisation à la française des appels au boycott.

La dépêche (en réalité une circulaire de politique pénale) affirme même que les circulaires Alliot-Marie et Mercier sont toujours valables et que les opérations appelant au boycott des produits israéliens sont encore susceptibles de constituer une infraction.

On est donc en droit de se demander ce que fait la France d'un arrêt du 11 juin 2020 dans lequel le juge européen s'est senti obligé de rappeler qu'il :

« ... a souligné à de nombreuses reprises que l'article 10 § 2 ne laisse guère de place pour des restrictions à la liberté d'expression dans le domaine du discours politique ou de questions d'intérêt général. » (§78).

Quelques lignes plus haut, le juge européen avait indiqué que les appels au boycott des produits israéliens concernent précisément « un sujet d'intérêt général, celui du respect du droit international public par l'État d'Israël et de la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, et s'inscrivaient dans un débat contemporain, ouvert en France comme dans toute la communauté internationale » (§78).

Il est clair que les autorités françaises refusent, en violation de la hiérarchie des normes, de se soumettre à la décision de la CEDH et au droit européen. Pire encore, la dépêche nous fait revenir en arrière, avant le 11 juin 2020, quand la chambre criminelle de la Cour de cassation [voyait](#) dans l'appel au boycott un appel discriminatoire.

Comme si la *summa divisio* consacrée par la CEDH n'existait pas. L'arrêt Baldassi explique pourtant de manière très claire qu'il convient de distinguer entre, d'une part, l'incitation à ne pas consommer des produits pour contester la politique d'un

Etat, et d'autre part, des appels à la violence contre les personnes (ou des propos racistes et antisémites visant les juifs en tant que collectif ethnico-religieux) ou à la destruction de biens. La première est parfaitement licite, car couverte par le droit à la liberté d'expression. Les seconds relèvent des discours de haine qui doivent être interdits.

La dépêche joue sur ce qui pourrait à première vue apparaître comme une zone grise située entre ces deux situations, en demandant aux parquets d'observer si l'appel au boycott de produits constitue ou non un appel à la discrimination fondé sur l'origine nationale d'une personne ou d'un groupe de personnes. Partant, la dépêche alimente l'ambiguïté autour de ces deux situations, en refusant d'admettre, à la différence de la CEDH qui le conçoit, qu'il est possible de distinguer, pour parodier Steinbeck, entre « des produits et des hommes ».

Une ambiguïté qui est également alimentée en entretenant un flou entre appel au boycott des produits israéliens et antisémitisme, sans préciser clairement ce qui pourrait faire basculer l'un vers l'autre [6].

Au final, la dépêche est plus que décevante en ce qui concerne son contenu juridique. Sans doute parce qu'elle ne parvient pas à masquer son but, qui est manifestement politique : réprimer à tout prix les [appels](#) au boycott des produits israéliens lancés dans le cadre de la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions ([BDS](#)).

- [Dépêche relative à la répression des appels discriminatoires au boycott des produits israéliens du ministère français de la justice \(DP 2020/0065/A4BIS du 20 octobre 2020\)](#)

[1] CEDH, 11 juin 2020, Requêtes n° 15271/16 et 6 autres, Baldassi : la France est condamnée à verser à chacun des requérants 380 euros pour dommage matériel et 7.000 euros pour dommage moral et aux requérants, ensemble, 20.000 euros pour

frais et dépens.

[2] [Le boycott des produits et des institutions de l'apartheid israélien : un droit et un devoir](#), Joseph Oesterlé et Ghislain Poissonnier, AURDIP, 11 juin 2020.

[3] CRIM-AP n°09-900-A4

[4] CRIM-AP n°2012-034-A4

[5] DP 2020/0065/A4BIS

[6] « [Boycott des produits israéliens : la France persiste à y voir un délit en dépit de la décision de la CEDH](#) » par F. Dubuisson et G. Poissonnier, Actu-Juridique.fr, Édition du 12/11/2020.

Source: [AURDIP](#)

Rejoignez la campagne contre Puma !

Pour manifester votre solidarité envers le peuple palestinien, partagez cet appel au boycott de Puma en publiant nos visuels et/ou en créant vous-même des visuels avec des photos. Envoyez-nous vos photos d'appel au boycott de Puma, nous les publierons avec votre autorisation.

campagnebdsfrance@yahoo.fr

Rejoignez-nous dans la **tweetstorm prévu samedi 21 novembre**, avec nos visuels, vos photos...N'oubliez pas les hashtags: **#BoycottPuma #PumaFam**

Visuels

ici:

<https://www.bdsfrance.org/visuels-pour-la-campagne-du-21-novembre-contre-puma/>

Vous avez besoin d'inspiration ? Voici des exemples de messages qui peuvent être publiés sur les réseaux sociaux :

- Je n'achète plus Puma tant que Puma sponsorise les équipes de foot des colonies illégales israéliennes
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma, faites un bond pour les droits des Palestiniens, mettez fin à votre soutien aux équipes de foot des colonies israéliennes sur des terres palestiniennes volées
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma viole sa charte éthique et le droit international en soutenant le foot israélien, je n'achète plus Puma
#BoycottPuma #PumaFam

- Tant que Puma soutient le foot de l'apartheid israélien, ce n'est PUMA marque !
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma finance le régime d'apartheid sur les terres palestiniennes volées, ma réponse : JE BOYCOTTE !
#BoycottPuma #PumaFam

- Je ne ferai pas partie de la famille Puma tant que Puma soutiendra les clubs de foot des colonies israéliennes illégales
#BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit que le sport a le pouvoir de rassembler les peuples MAIS Puma soutient les colonies israéliennes illégales qui déchirent les familles palestiniennes #BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il ne soutient aucune politique MAIS Puma sponsorise l'Association Israélienne de foot qui fait du lobbying en faveur des clubs de foot des colonies israéliennes illégales #BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il est dévoué à l'égalité universelle MAIS il soutient l'apartheid israélien, antithèse de l'égalité. #BoycottPuma #PumaFam

- Puma se félicite d'aider tous les sportifs MAIS il soutient les attaques de sportwashing d'Israël sur le sport palestinien. #BoycottPuma #PumaFam

- Je boycotte Puma, équipementier complice des violations du droit international et des droits humains par Israël. #BoycottPuma #PumaFam

- Puma dit qu'il s'engage contre le racisme MAIS il soutient le foot d'Israël, un pays qui pratique le racisme et l'apartheid. #BoycottPuma #PumaFam

Nous comptons sur vous !



Nouveau 4 pages « Contre-mensonges » de La Campagne BDS France

Par BDS France, le 24 août 2020

Le groupe de travail « Campagnes contre attaques contre mensonges » a récemment élaboré un 4 pages qui explique et dénonce les tentatives mensongères d'Israël pour faire taire et interdire le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions) tout en rappelant les principaux objectifs de la Campagne BDS dans le combat contre l'apartheid israélien.

De même que les autres 4 pages de La Campagne, il nous sera très utile lors de nos manifestations publiques pour expliquer comment, pourquoi et par qui le mouvement BDS est attaqué, pour rétablir la vérité des faits, et pour organiser nos contre-attaques.

Le document 4 pages est désormais [en ligne](#) et téléchargeable en [pdf](#) sur notre site. On peut commander la version papier à campagnebdsfrance@yahoo.fr, au prix de 10€ les 100 (plus 8€ de frais de ports).



La dictature des Émirats arabes unis vend les droits des Palestiniens par le biais

d'un accord avec Israël

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 14 août 2020

L'accord avec les dirigeants despotiques des Émirats Arabes Unis ajoute un autre État policier à la ligue des amis et alliés internationaux d'Israël.

La société civile palestinienne se tient aux côtés de la majorité réduite au silence dans les Émirats arabes unis et dans le monde arabe pour condamner fermement l'accord conclu entre les dirigeants despotiques des Émirats arabes unis et d'Israël, avec le soutien de la Maison Blanche de Trump. C'est la plus grave trahison du régime des Émirats arabes unis dans la lutte pour la libération et l'autodétermination des Palestiniens.

L'accord a été annoncé alors qu'Israël [bombardait](#) à nouveau la bande de Gaza assiégée et appauvrie et attaquait les Palestiniens en Cisjordanie, signifiant ainsi qu'il ne ferait rien pour diminuer les agressions brutales d'Israël contre le peuple palestinien.

L'affirmation du régime des Emirats Arabes Unis selon laquelle le prix pour sa violation du principe central parmi les peuples arabes d'engagement envers la cause palestinienne était le gel par Israël de ses plans d'annexion formelle de parties du territoire palestinien occupé est un mensonge. Après la conclusion de l'accord Nétanyahou a [annoncé](#) que le plan d'annexion est toujours en vigueur mais qu'il a été temporairement retardé pour lui permettre de s'entendre avec Trump sur la meilleure façon de le mettre en œuvre.

De plus, quelle que soit la façon dont Nétanyahou et Trump décident de gérer ou de présenter l'annexion officielle, la revendication des Emirats Arabes Unis est une imposture : le vol par Israël de terres palestiniennes et son entreprise

illégale de colonisation se poursuivent sans relâche, enracinant de facto son régime d'annexion et d'apartheid.

Le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid célèbre cette dernière percée diplomatique comme une couverture indispensable pour ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité contre le peuple indigène de Palestine. Ces crimes comprennent des [massacres](#), [le nettoyage ethnique](#), en particulier [à Jérusalem, au Naqab](#) et dans [la vallée du Jourdain](#), le [siège de Gaza](#), [la démolition de maisons](#), [la destruction d'anciennes oliveraies](#), [la destruction ou l'appropriation du patrimoine culturel et archéologique](#) et le déni des droits fondamentaux protégés par le droit international.

Cet accord de « paix » entre les régimes israélien et émirati est l'aboutissement d'années de relations secrètes et parfois publiques, notamment l'importation par les Émirats arabes unis de technologies sécuritaires et militaires israéliennes d'une valeur de [plusieurs milliards de dollars ces dernières années](#). Il intervient dans le contexte de la perpétration par le régime émirati de ses propres [crimes contre le peuple du Yémen](#), en partenariat avec le régime saoudien despotique et avec l'entière complicité des États-Unis et de plusieurs États européens.

Le régime émirati qui a l'habitude de réduire au silence l'opposition et la dissidence, qui pratique [le racisme et la discrimination généralisés à l'encontre des travailleurs migrants](#), avait également besoin de cet accord avec Israël pour soutenir ses interventions militaires et sa guerre contre la démocratie dans la région et pour contourner toute sanction potentielle des Nations unies en raison de ses [crimes](#).

Ce que Nétanyahou n'a pas dit, c'est que la réponse à [l'appel de la société civile palestinienne en faveur de sanctions ciblées](#) et légales contre les plans d'Israël et le régime d'apartheid en cours a été extrêmement positive, en

particulier dans le Sud global, ainsi que dans certains États européens et parmi les membres du Congrès américain. Cet effort doit se poursuivre et être renforcé.

Par son accord avec la dictature des Émirats arabes unis, Israël a ajouté un autre État policier à sa ligue d'amis et d'alliés internationaux. Alors que l'Israël de l'apartheid devient [un modèle pour les régimes d'extrême droite et autoritaires du monde entier](#), exportant ses armes « testées sur le terrain » et son expertise en matière de [militarisme, de racisme systémique, de surveillance de masse](#), de profilage racial et [d'oppression sanglante](#), il perd rapidement le soutien des principaux cercles libéraux du monde entier, y compris parmi [les jeunes Juifs américains](#). Cette expertise israélienne a fait apprécier le pays à d'impitoyables violeurs des droits humains, de l'Inde au Myanmar et aux Philippines, en passant par le Sud-Soudan, la Colombie, le Brésil et le Honduras, et bien d'autres encore.

Le régime d'oppression israélien peut conclure des accords avec tous les dictateurs du monde, mais cela ne peut que retarder et non pas contrecarrer son heure de vérité, lorsqu'il sera confronté à des sanctions légales et ciblées visant à mettre fin à son régime d'apartheid et à ses décennies de déni des droits des Palestiniens, tels que stipulés par le droit international. En témoignent la croissance massive de l'impact du mouvement BDS au cours des dernières années et l'intégration de mesures de responsabilisation, y compris de sanctions, pour contrer les plans d'Israël visant à poursuivre l'annexion officielle de la terre palestinienne et à mettre fin à son régime d'apartheid et à son système d'oppression à plusieurs niveaux.

Le peuple palestinien, soutenu par la majorité absolue du monde arabe et par les personnes de conscience dans le monde, continuera à résister à l'oppression israélienne et à insister sur notre droit inaliénable à la libération, à l'autodétermination, à la liberté et à la dignité dans notre

patrie. Nous appelons les peuples du monde entier à intensifier les campagnes de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) contre l'annexion et l'apartheid actuels d'Israël.

En réponse à la trahison de la dictature des Emirats Arabes Unis, nous appelons nos sœurs et frères des Emirats Arabes Unis à boycotter toute présence ou activité israélienne dans le pays ou ailleurs et à refuser de s'engager avec l'ambassade israélienne ou avec les entités qui sont leurs partenaires et avec toutes les institutions israéliennes complices. Nous appelons également les Arabes en général à continuer de résister activement à cette abjecte normalisation :

1- En boycottant toutes les activités, festivals et projets parrainés par le régime des Emirats Arabes Unis, notamment l'EXPO de Dubaï, le Festival du shopping de Dubaï, ainsi que les festivals et conférences sportifs, culturels et économiques/financiers.

2- Par le boycott et le désinvestissement de toute société émiratie ou autre qui se rendrait complice de la mise en œuvre de cet accord de normalisation avec Israël.

3- En s'abstenant de voyager dans l'actuel Israël et dans les Territoires palestiniens occupés, y compris la mosquée Al-Aqsa, dans le cadre de cet accord contraire à l'éthique et de participer aux initiatives de propagande religieuse qui soutiennent ce soi-disant « accord d'Abraham ».

Traduction : GD pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

BDS@15: Quinze façons de soutenir notre lutte pour la liberté, la justice & l'égalité

Par Palestinian Boycott, Divestment and Sanctions National Committee (BNC), le 23 juin 2020

Tandis que BDS atteint ses 15 ans, voici 15 façons de vous montrer solidaires des Palestiniens. Agissez maintenant !

Quinze ans après son lancement le 9 juillet 2005, le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens s'engage dans une nouvelle étape. Son action est plus urgente que jamais à l'heure où Israël intensifie son nettoyage ethnique graduel des Palestiniens indigènes, en nous asphyxiant dans des bantoustans qui ne cessent de rétrécir.

La dernière fois qu'Israël a annexé des territoires occupés – Jérusalem-Est, qui est palestinienne, et le plateau syrien du Golan – l'Assemblée générale des Nations unies, en 1982, [voté à une écrasante majorité pour des sanctions ciblées contre Israël](#). Cependant les Nations unies, sous la pression des États-Unis et de l'Union européenne, n'ont pas à ce jour imposé de mesures pour contraindre les responsables à rendre compte de leurs actes et mettre fin au système oppressif d'Israël.

Cette impunité a permis à Israël de consolider ce que des dizaines d'experts des Nations unies en matière de droits humains appellent son "[apartheid du 21e siècle](#)", violant les droits des Palestiniens et prévoyant ouvertement d'annexer de façon officielle de grandes parties de la Cisjordanie occupée.

Au long des 15 dernières années le mouvement BDS pour les droits des Palestiniens est devenu l'un des mouvements mondiaux pour la justice les plus influents. Nous devons aujourd'hui être encore plus efficaces, plus intersectionnels, plus globaux. Rejoignez-nous pour construire des alliances avec tous les mouvements internationaux qui luttent pour la liberté, la justice et l'égalité pour toutes et tous.

Agissez maintenant :

1. **Dénoncez [l'apartheid israélien](#)** : Organisez des campagnes d'éducation pour dénoncer et condamner l'apartheid israélien et promouvoir des mesures [d'obligation de rendre des comptes](#) similaires à celles qui ont été imposées dans le passé contre l'apartheid sud-africain. Défendez au nom de la [liberté d'expression](#) le droit d'appeler au BDS contre l'apartheid israélien.

2. **Sanctions ciblées** : Faites pression sur les parlementaires et les élus afin d'imposer des [sanctions ciblées](#) pour faire cesser l'annexion et l'apartheid israélien, notamment en éliminant le commerce militaire, en mettant fin aux accords de libre échange et en interdisant le commerce avec les colonies.

3. **Zones sans apartheid (Apartheid Free Zones, AFZ)** : Promouvez la création [d'AFZ](#) dans votre lieu d'habitation, de vie ou de travail en tant qu'espaces libérés du racisme, du sexisme, de la discrimination, de la domination et de l'oppression, dans l'alliance avec d'autres mouvements pour la justice sociale.

4. **Complicité des grandes entreprises** : Mobilisez des moyens de pression (y compris le boycott et/ou le désinvestissement) contre les sociétés et banques répertoriées dans la [base de données de l'ONU des entreprises impliquées dans les colonies illégales d'Israël ainsi que celles qui devraient y être ajoutées](#), entre autres [CAF](#), G4S, les sociétés de HP, Elbit Systems, AXA, Caterpillar, Hyundai Heavy Industries, Volvo,

Heidelberg Cement, Cemex.

5. Justice raciale et indigène : Soutenez [les luttes menées par les Noirs](#) et par les Indigènes pour la justice raciale et les réparations en œuvrant pour la fin du racisme systémique, pour l'investissement auprès des communautés noires, indigènes, de personnes de couleur, de castes inférieures/dalit, pour la démilitarisation et le retrait du financement de la police, pour [l'arrêt de la formation des policiers avec l'apartheid israélien](#).

6. Justice environnementale et climatique : Soutenez les campagnes environnementales visant à des politiques réellement durables et alternatives, et faites cesser notamment les pratiques visant à repeindre en vert l'apartheid israélien sur l'eau et la colonisation de la terre par l'agro-industrie.

7. Luttes des femmes : La justice est toujours une question féministe et par conséquent, [la justice en Palestine est une question féministe](#), et les droits des femmes tiennent une place fondamentale dans notre mouvement. Rejoignez les mouvements menés par des femmes pour la justice de genre et sociale et contre la militarisation.

8. Conseils municipaux éthiques : Promouvez une [motion intersectionnelle](#) dans votre conseil local pour qu'il quitte les sociétés d'investissement et/ou d'acquisition impliquées dans des violations des droits humains ou des pratiques racistes, notamment celles qui sont complices de l'apartheid israélien.

9. Communautés de foi & tourisme : Mobilisez votre communauté ou votre église pour qu'elle soutienne et respecte [l'appel des Palestiniens en faveur du tourisme/pèlerinage éthique](#).

10. Boycott culturel : Encouragez les déclarations de personnalités culturelles soutenant la liberté, la justice et l'égalité des Palestiniens et [s'engageant](#) à boycotter l'apartheid d'Israël et les institutions culturelles complices

de son occupation et de ses violations des droits humains.

11. **Boycott universitaire** : Promouvez dans votre syndicat d'enseignants, association ou [département universitaire](#) une [motion](#) soutenant le boycott des institutions universitaires impliquées dans des violations des droits humains, y compris des universités israéliennes. Contactez pacbi@bdsmovement.net en vue d'un soutien.

12. **Militantisme étudiant** : Organisez des [campagnes intersectionnelles](#) pour faire cesser les investissements ou les contrats liant votre établissement à des entreprises nuisant à l'environnement ou impliquées dans des violations des droits humains, entre autres à caractère raciste, **y compris israéliennes.**

13. **Boycott sportif** : Rejoignez la campagne mondiale de [boycott de Puma](#) en raison de son soutien aux colonies israéliennes illégales. [Écrivez](#) au footballeur superstar Raheem Sterling en l'exhortant à ne pas signer avec Puma. [Demandez instamment](#) à la Série W (série féminine de courses de voitures) d'écouter les Speed Sisters palestiniennes et de rompre avec Puma.

14. **Droits des LGBTQI+** : Travaillez avec des groupes queer pour démasquer et contrer [le programme](#) israélien visant à [repeindre en rose](#) son violent système d'apartheid. [Boycottez la Tel Aviv Pride](#) et exhortez les cinéastes queer à [s'engager](#) à ne pas participer à des événements parrainés par le gouvernement israélien tels que TLVFest.

15. **Dons à BDS** : En tant que mouvement impulsé par des bénévoles, BDS a besoin du [soutien](#) de personnes de conscience partout dans le monde pour résister à l'occupation et à l'apartheid israéliens et contribuer à la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité.

Traduction : S. pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Les Palestiniens renouvellent leur appel à des sanctions ciblées pour mettre fin à l'annexion israélienne

Par Palestinian BDS National Committee (BNC), le 1er juillet 2020

Tandis qu'Israël retarde la réalisation de son plan, des dizaines d'organisations de la société civile palestinienne affirment que l'annexion et l'apartheid pratiqués en permanence par Israël imposent des sanctions internationales.

1er juillet 2020 – Tandis que le gouvernement israélien d'extrême-droite gardait aujourd'hui le silence sur le plan annoncé précédemment, qui devait entamer le 1er juillet l'annexion officielle du territoire palestinien occupé, des dizaines d'organisations de la société civile palestinienne représentant la majorité absolue de la société civile palestinienne ont [lancé un appel à l'action](#), et non à la seule rhétorique, pour mettre fin à l'annexion et au régime d'apartheid mis en œuvre discrètement depuis des décennies par Israël à l'égard des Palestiniens.

([Déclaration](#) faite aujourd'hui par la société civile

palestinienne)

Ces organisations demandent à nouveau avec force que la communauté internationale “impose des sanctions [légitimes, ciblées et immédiates](#) à Israël en réponse à l’annexion, à l’occupation militaire illégale et au régime d’apartheid basé sur la discrimination raciale, la ségrégation et l’expansion territoriale qui est [inscrit dans la législation israélienne.](#)”

La [déclaration](#) a été publiée par le Palestinian Human Rights Organizations Council (PHROC, Conseil des organisations palestiniennes de défense des droits humains), qui représente onze organisations palestiniennes de défense des droits humains. D’autres signataires initiaux de cette lettre comprennent les principaux syndicats palestiniens, des organisations féminines de masse et le Palestinian NGO Network (PNGO, Réseau des ONG palestiniennes), qui représente 69 organisations non gouvernementales palestiniennes.

La déclaration de la société civile palestinienne unie souligne qu’Israël a retardé aujourd’hui la réalisation de son plan en raison d’un choix stratégique : “En gardant le silence, Israël espère réduire au silence les mobilisations mondiales ayant poussé la communauté internationale à envisager de prendre des mesures pour le contraindre à rendre des comptes, et préserver sa propre impunité.”

La déclaration mentionne des affirmations claires émanant de plusieurs experts de haut niveau concernant l’illégalité de l’annexion de facto et de jure du territoire palestinien occupé (TPO). La Haute-Commissaire de l’ONU aux droits de l’Homme, Michelle Bachelet, a [déclaré](#) : “L’annexion est illégale. Point final. Toute annexion. Qu’il s’agisse de 30% de la Cisjordanie ou de 5%”. Des centaines de juristes internationaux [se sont exprimés en ces termes](#) : “L’annexion de facto entraîne les mêmes conséquences légales que l’annexion de jure”. Pour plus d’un millier de [parlementaires](#) européens, “L’absence de réponse adéquate [à l’annexion israélienne]

encouragerait d'autres États ayant des revendications territoriales à ne pas respecter les principes fondamentaux du droit international", tandis que des dizaines d'experts de l'ONU ont affirmé que l'annexion officielle par Israël d'une partie du territoire palestinien occupé, qui s'est produite à Jérusalem occupée en 1980 et peut encore se produire dans d'autres parties du TPO, [cristallise](#) un "apartheid du 21e siècle".

La société civile palestinienne a renouvelé [son appel uni de mai](#) adressé à tous les États et organisations internationales pour leur enjoindre de respecter leurs obligations légales en mettant immédiatement en œuvre les mesures suivantes :

- 1. Interdiction du commerce des armes et de la coopération en matière militaire et de sécurité avec Israël.**
- 2. Suspension des accords de commerce et de coopération avec Israël.**
- 3. Prohibition du commerce avec les colonies israéliennes illégales et cessation des relations d'affaires avec les entreprises des colonies israéliennes illégales.**
- 4. Enquêtes et poursuites à l'égard des individus et des sociétés responsables de crimes de guerre/crimes contre l'humanité dans le contexte du régime israélien d'occupation illégale et d'apartheid.**
- 5. Soutien aux efforts engagés aux Nations unies pour [reconstituer le Comité spécial des Nations unies contre l'apartheid et le Centre des Nations unies contre l'apartheid](#), afin d'enquêter sur l'apartheid israélien.**

Traduction : SM pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Message aux actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale d'AXA

L'assemblée générale annuelle des actionnaires d'AXA devait avoir lieu ce jour. Nous avons prévu de diffuser aux actionnaires l'appel publié ci-dessous. Mais nous avons appris que cette assemblée générale a eu lieu ... sans la présence physique des actionnaires. C'est pourquoi nous avons néanmoins tenu à nous afficher sur la photo ci-jointe, pour confirmer la permanence de notre engagement pour qu'AXA se désinvestisse de toute complicité avec les violations du droit international par l'Etat d'Israël.

Par BDS France, le 30 juin 2020

Chers actionnaires d'AXA,

Lors des assemblées générales d'AXA de 2017, 2018 et 2019, nous vous avons informés des manquements graves d'AXA à ses propres directives déontologiques concernant sa politique d'investissement en rapport avec les violations très graves du droit international par l'État d'Israël, violations qui risquent d'être accentuées très prochainement par l'annexion par Israël d'une grande partie de la Cisjordanie.

Suite à nos interpellations, AXA a diminué certains investissements complices de ces violations, mais la réalité reste préoccupante. En effet :

1) AXA a investi dans les cinq plus grandes banques israéliennes : Bank Hapoalim, Bank Leumi, First International Bank of Israel, Israel Discount Bank et Mizrahi Tefahot Bank.

Or non seulement ces banques figurent parmi les entreprises enregistrées dans la base de données de l'O.N.U. en tant qu'entreprises finançant la colonisation israélienne, mais de plus AXA a, au cours de l'an dernier, triplé ses investissements directs dans les banques : Bank Leumi, Israel Discount Bank et Mizrahi Tefahot Bank

2) AXA détient encore 9% du capital de la société Equitable Holding, une filiale périphérique qui possède 157 millions de dollars d'investissement dans la société d'armement Elbit Systems, entreprise israélienne d'armement majeure, connue pour son utilisation et ses exportations d'armes testées contre la population palestinienne et pour sa production de bombes à sous-munitions et au phosphore blanc, déclarées illégales par la Convention sur les armes à sous-munitions en 2010. Par contre AXA s'est séparé en 2020 de ses dernières participations directes au capital d'Elbit Systems, ce dont nous nous félicitons.

Depuis 2017, nous demandons au conseil d'administration d'AXA de se débarrasser de ces investissements, qui ternissent gravement l'image de l'entreprise. La direction d'AXA continue de nier la réalité de ces investissements, et dans le même temps, elle affirme qu'ils ne sont pas problématiques, ce qui est contradictoire. La réputation d'AXA est entachée par le maintien de ces investissements qui portent atteinte aux droits des Palestiniens. L'image d'AXA ne pourra que se détériorer si elle continue de se rendre complice des violations des droits des Palestiniens, alors même qu'AXA se déclare fière de financer à présent des recherches contre le Covid-19.

Si AXA se soucie ainsi de la vie des gens, elle ne devrait pas être complice des crimes contre un peuple et investir dans des financements qui servent à tuer des Palestiniens et d'autres populations.

De plus en plus d'entreprises font le choix de se défaire de l'apartheid israélien. Des fonds de pension comme PGGM aux Pays-Bas, FDC au Luxembourg, ont vendu leurs parts dans les banques israéliennes il y a quelques années. Fin 2018, la banque britannique HSBC s'est également retirée du capital d'Elbit Systems.

Vous, actionnaires d'AXA, avez le pouvoir d'exiger d'AXA qu'elle se désinvestisse des entreprises israéliennes impliquées dans l'apartheid israélien, et notamment des banques israéliennes qui financent la colonisation et qui refusent de reconnaître les droits humains des Palestiniens et nuisent aux intérêts d'AXA et à ses propres directives déontologiques.

Coalition Stop AXA Assistance to Israeli Apartheid
stop.axa.assistance.apartheid@gmail.com

(IPNS – Ne pas jeter sur la voie publique) – Le 30 juin 2020

**L'Italie reste à la maison,
mais pas la solidarité. Le
réseau des espaces sans
apartheid israélien compte
maintenant 200 unités.**

À l'heure où l'Italie et le reste du monde affrontent une crise sanitaire qui suscite souffrances, angoisse et

sentiments d'insécurité, les actions de solidarité sont bien loin de s'être arrêtées.

Les actes de solidarité concrète, de plus en plus nombreux, particulièrement envers celles et ceux qui vivent déjà dans l'insécurité, la souffrance et l'oppression, ont été effectués dans la conscience que les plus vulnérables d'entre nous seraient frappés le plus durement par la pandémie. Dans la bande de Gaza, par exemple, 13 ans de siège et de multiples bombardements israéliens ont dévasté l'infrastructure sanitaire.

C'est ce sens de la communauté et de la solidarité qui a conduit à une autre étape importante pour le réseau d'espaces libérés de l'apartheid israélien (SPLAI, AFZ en anglais) en Italie. Il existe maintenant [plus de 200](#) activités commerciales, centres culturels et sportifs, et associations dans toute l'Italie qui se sont déclarés libérés de l'apartheid israélien.

La croissance constante de la campagne SPLAI/AFZ est due à ses valeurs centrales : les espaces qui rejoignent la campagne prennent publiquement position en faveur des droits humains et contre toutes les formes de discrimination, et soutiennent fermement la lutte des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité.

Ce sont les valeurs que nous devons nous efforcer de défendre, aujourd'hui plus que jamais, pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. D'un acte simple : rester chez soi, jusqu'aux actions pour obtenir que tout le monde ait un chez-soi, des efforts surhumains du personnel soignant jusqu'à l'engagement pour le droit de tous et toutes à la santé, de la garantie des services essentiels au combat pour les droits des travailleurs, de l'effort pour que, en situation d'urgence, nos droits ne soient pas démantelés à la défense des droits des peuples opprimés du monde entier, nous avons la responsabilité de poursuivre ces actes nécessaires de

solidarité.

Nous faisons tous partie d'un vaste réseau de solidarité qui peut aider à déterminer comment nous sortirons de l'urgence actuelle. En ce moment, nous sommes séparés, isolés les uns des autres, mais nous sommes ensemble et nous sommes proches de celles et ceux qui sont affectés par la pandémie.

Nous restons chez nous, mais nous ne restons pas silencieux.

Pour en savoir plus sur la campagne italienne AFZ Spazi Liberi dall'Apartheid Israeliana (SPLAI): <https://bdsitalia.org/splai>

BDS Italie

Traduction : SM pour BDS France

Source : [BDS Italie](#)

COVID-19 : Message de solidarité de la Campagne BDS France

Cher-e-s abonné-e-s,

Nous espérons que vous allez bien.

La crise sanitaire face à la pandémie de coronavirus nous en dit long aujourd'hui sur l'état du monde et sur la gouvernance désastreuse de celui-ci, et nous invite plus que jamais, en tant que citoyen-ne-s de la société civile, à faire davantage preuve de solidarité.

En cette période très difficile, nous pensons bien évidemment à toutes celles et ceux touché-e-s par la maladie ou victimes fragiles du confinement dans de nombreux pays dont la Palestine occupée.

Vous avez certainement reçu d'assez nombreux liens sur ces questions. Nous avons compilés pour vous quelques liens* (voir ci-dessous).

A l'heure où nous vous écrivons ces quelques lignes, les attaques israéliennes continuent en Palestine occupée.

Que ce soit en Cisjordanie ou à Gaza, l'acheminement du matériel médical et les soins sont soumis aux restrictions qu'impose l'occupation israélienne. Rappelons pourtant qu'en droit international c'est la puissance occupante qui est responsable de fournir des soins de qualité aux populations qu'elle occupe.

En Israël, conformément à la loi « Etat nation du peuple juif » la plupart des instructions sont écrites exclusivement en hébreu.

Plusieurs prisonnier-e-s palestinien-ne-s ont contracté le COVID-19.

Plus de 180 enfants palestinien-ne-s** sont détenu-e-s dans des prisons israéliennes, dans de mauvaises conditions sanitaires, avec un accès limité aux ressources permettant de maintenir des routines d'hygiène minimales.

La communauté internationale doit exiger que des mesures immédiates soient prises pour libérer tous ces enfants.

Plusieurs dizaines d'habitant-e-s de Cisjordanie sont déjà touché-e-s par le coronavirus et les habitant-e-s de Gaza sont particulièrement vulnérables en raison du siège israélien qui dure depuis 13 ans.

2 habitant-e-s de Gaza sont atteint-e-s, elles sont

actuellement à l'isolement.

La plupart des 2 millions d'habitant-e-s de Gaza vit dans des conditions de surpeuplement avec très peu de possibilités de distanciation sociale et aucune possibilité de s'échapper. Le système de santé à Gaza est déjà dans un état d'effondrement en raison du blocus et des guerres successives et n'a pas la capacité de faire face aux demandes de prise en charge liée au Covid-19.

La Campagne BDS France dénonce une nouvelle fois la complicité du gouvernement français avec le régime d'apartheid israélien, et demande entre autres la levée du siège criminel de Gaza, la libération de tous-te-s les prisonnier-e-s politiques palestinien-ne-s et celle des enfants détenu-e-s dans les prisons israéliennes.

Nous invitons chacun-e d'entre vous à des initiatives de solidarité, que ce soit pour la Palestine ou pour les gens victimes ici même des politiques discriminatoires et des rigueurs de la politique du gouvernement (personnes migrant-e-s, sans papiers, SDF, précaires, prisonnier-e-s ...)

En solidarité aussi avec le peuple palestinien, nous vous invitons à publier vos messages avec le hashtag : #Covid19Palestine

#BDS

Solidairement,
L'Equipe d'animation de la Campagne BDS France
*:
<https://covid-entraide.fr>
<https://viacampesina.org/fr/palestine-contre-le-coronavirus-luawc-met-ses-equipes-et-ses-locaux-a-la-disposition-du-gouvernements-des-paysan>
<https://zintv.org/naomi-klein-comment-lelite-mondiale-va-tenter-dexploiter-la-pandemie/>
<http://alter.quebec/palestine-les-palestiniens-detenus-en-israel-en-peril/>
<https://viacampesina.org/fr/palestine-contre-le-coronavirus-luawc-met-ses-equipes-et-ses-locaux-a-la-disposition-du-gouvernements-des-paysan>
<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/23/la-mise-en-cage-de-gaza-par-israel-est-une-recette-pour-que-le-coronavirus-cre-e-un-desastre/>
<http://www.aurdip.org/confirmation-du-coronavirus-a-gaza.html>
<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/23/la-cour-supreme-disrael-limite-la-surveillance-de-patients-du-coronavirus/>
** :
<https://agencemediapalestine.fr/blog/2020/03/23/avec-la-pandemie-de-covid-19-israel-doit-liberer-tous-les-enfants-palestiniens-detenus/>

Agir !

- Rejoignez nous! [Cliquez pour trouver le comité BDS de votre région.](#)
- *Votre soutien peut nous aider à continuer à mener et à élargir notre mouvement pour la liberté, la justice et l'égalité pour les Palestiniens. [Nous vous en prions, faites un don aujourd'hui](#) au Comité National BDS palestinien (BNC), direction palestinienne du mouvement BDS mondial.*

Empêcher les drones tueurs israéliens d'intensifier la militarisation aux frontières de l'Union Européenne

Par ECCP Palestine, 6 mars 2020

Depuis la fin de février 2020, aux frontières de l'Union européenne avec la Turquie, l'Union Européenne fait face aux réfugiés et aux migrants avec une violence militarisée croissante, exécutée par les forces grecques qui utilisent des gaz lacrymogènes sur terre et des balles réelles sur mer. Les agences européennes FRONTEX et EMSA annoncent une escalade encore plus grande dans leur intervention. Du ciel, les drones tueurs israéliens développés pendant les massacres à Gaza fournissent l'information nécessaire à ces attaques contre les migrants et les réfugiés.

L'industrie militaire d'Israël fait du lobbying depuis des années pour obtenir sa part des multimillions de l'Union

européenne dépensés sur la militarisation aux frontières. Le ministre de la Défense d'Israël a annoncé en 2018 que l'Europe était une « *cible importante pour les transactions de défense, principalement en termes de 'défense aux frontières* ». Les résultats arrivent : Frontex et l'EMSA (l'Agence européenne pour la sécurité maritime) ont commencé à utiliser les drones tueurs israéliens.

Depuis 2018, plus de 63 millions d'euros d'argent public européen ont été utilisés pour financer directement et alimenter l'économie de guerre d'Israël, tandis que Frontex et l'EMSA militarisent de plus en plus les frontières européennes et la Méditerranée avec la technologie de surveillance et de guerre qu'Israël a développée et testée lors d'assauts brutaux sur Gaza.

Pendant ce temps, le nombre de « *bateaux fantômes* » – des bateaux avec des migrants qui ont disparu sans laisser de trace dans la Méditerranée – continue à augmenter en 2019 et 2020.

Nous avons la responsabilité et la possibilité d'empêcher cela maintenant.

L'ECCP ([European Coordination of Committees and Associations for Palestine](#)) (Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine) et l'association Stop the Wall ont publié leur nouvelle note d'information « *Empêchez les drones tueurs israéliens d'intensifier la militarisation aux frontières de l'Union Européenne* » pour dénoncer le rôle des entreprises et des technologies militaires israéliennes dans ces violations des droits humains.

Pour télécharger la note d'information complète, cliquez [ici](#).

Traduction : CG pour BDS France

Source : [ECCP Palestine](#)

Angela Davis appelle à unifier les luttes anti-racistes pour la Semaine contre l'Apartheid Israélien 2020

Par Angela Davis, 16 mars 2020

Afrique, Monde arabe, Asie, Europe, Amérique Latine, Amérique du Nord

Nos oppresseurs s'unissant, il devient de plus en plus évident que toutes nos luttes pour la liberté sont interconnectées et que personne ne sera libre tant que nous ne serons pas tous libres.

Dirigeante du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis, Angela Davis a dit dans une déclaration :

« Il est stimulant de voir qu'en cette sinistre période où le fascisme et les partis politiques d'extrême droite progressent dans beaucoup de pays, de nombreuses personnes en prennent conscience et les gens et les organisations se rassemblent pour combattre le racisme et toutes les formes de discrimination. Et pour ceux et celles, qui partout luttent contre le racisme et pour la liberté, le peuple palestinien demeure une inspiration parce qu'il a souffert en restant inébranlable depuis si longtemps, refusant d'abandonner et d'accepter un assujettissement et une injustice permanents. »

En Palestine, aux États-Unis, dans les pays arabes, en Amérique Latine et en Asie, les personnes qui cherchent à maintenir des régimes d'oppression et de discrimination raciale partagent leurs idéologies, leurs stratégies et leurs armes. Par exemple, les stratégies policières ont traversé les frontières, les départements de la police américaine et israélienne échangeant leurs tactiques. Et le complexe carcéral industriel international est testé sous sa forme la plus extrême en Palestine.

Partout, les militant-e-s sur le terrain voient ces connexions et les défient. En 2014, lors du soulèvement de Ferguson aux États-Unis, alors que les manifestations s'ébranlaient, ce sont les militant-e-s palestiniennes et palestiniens qui, les premier-e-s, ont exprimé leur solidarité et ont ainsi permis le développement d'un mouvement mondial de solidarité avec « La Vie des Noirs Importe ». En retour, les Palestiniennes et Palestiniens se sont explicitement inspiré-e-s du mouvement américain pour les droits civiques et du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud pour développer leur mouvement BDS.

Nos oppresseurs s'unissant, il devient de plus en plus évident que toutes nos luttes pour la liberté sont interconnectées et que personne ne sera libre tant que nous ne serons pas toutes et tous libres.

Dans ce contexte, il y a cette année imbrication de la Semaine mondiale annuelle contre l'Apartheid Israélien (IAW) et de la Journée Internationale annuelle de l'ONU pour l'Élimination du Racisme. Cela fournit une opportunité pour mettre en lumière ces connexions et, pour les associations progressistes, d'unir leurs forces contre le racisme et pour la liberté.

Si la justice est indivisible, il s'ensuit que nous devons unir nos luttes contre l'injustice. Je soutiens sans réserve la Semaine contre l'Apartheid Israélien 2020 sur le thème

« Uni-e-s contre le Racisme », et j'appelle associations et individu-e-s à travers le monde à y participer.

Traduction : J.Ch pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Échanges sur l'apartheid avec Mandla Mandela et Désirée Bela [Webinar]



Le député du Congrès National Africain, chef tribal et petit fils de Nelson Mandela va avoir un échange avec la militante afro-féministe Désirée Bela à la conférence en ligne « Conversation sur l'apartheid : de l'Afrique du Sud à la Palestine », le 19 mars à 18h30 (Heure d'Europe Continentale)

En raison de mesures de sécurité visant à réduire la diffusion du Covid-19, l'événement aura lieu en ligne. L'accès est libre via le lien suivant : <https://zoom.us/j/339788146>..

La coalition Stop à la Complicité avec Israël, avec le soutien de divers organismes et institutions de Barcelone avait organisé la visite du Chef tribal et député ANC, Mandla Mandela, à Barcelone, dans le cadre d'une tournée européenne plus large devant passer aussi par Londres avec la Campagne de Solidarité avec la Palestine, par Paris avec BDS France et par Rome avec des groupes d'Italie. À cause des mesures de sécurité qui ont été prises, la tournée a été annulée mais il

a été décidé de réunir les forces de différentes organisations pour une conférence en ligne qui sera diffusée dans de nombreux pays.



Mandela est connu pour son militantisme antiraciste et anti apartheid en Afrique du Sud, mais aussi comme défenseur déclaré des droits du peuple palestinien et de la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions envers Israël. Pendant la semaine contre l'apartheid qui coïncide avec la Journée Internationale Contre le Racisme et la Discrimination Raciale (21 mars), nous avons organisé un dialogue ouvert entre le militant sud africain et la communicante Désirée Bela, pour partager le parallélisme entre l'apartheid en Afrique du Sud et la situation que vit actuellement le peuple palestinien ; partager aussi les stratégies de résistance non-violente contre le racisme, selon le thème de cette année de la Semaine contre l'Apartheid Israélien : Uni-e-s contre le racisme.

Cet événement se tiendra le jeudi 19 mars à 18h30 (heure d'Europe continentale) avec le zoom de la plateforme en ligne ; il a reçu le soutien de diverses organisations de Barcelone telles que la Fede, l'institut des Droits Humains de Catalogne, Africaye, Femmes Migrantes Diverses, DonesxDones, Lafede, le Centre d' Études Africaines et Interculturelles et le Syndicat de manters, entre autres ; avec le soutien aussi du Conseil municipal de Barcelone et de l'Agence de Coopération Catalane pour le Développement.



Les échanges se feront en anglais et en espagnol, avec une traduction simultanée en anglais et en espagnol.

“Conversations sur l'Apartheid: de l'Afrique du Sud à la Palestine” avec Mandla Mandela et Désirée Bela

Jeudi 19 mars à 18h30 (heure d'Europe continentale) organisée

par : Coalició Prou Complicitat amb Israel, Palestine Solidarity Campaign, BDS France, BDS Italia and Societat civila per la Palestina

Hashtag: #UnitedAgainstRacism #IsraeliApartheidWeek

Link: [Join our Cloud HD Video Meeting now](#)

La semaine contre l'apartheid israélien 2020 commence, unissant les groupes qui luttent contre le racisme mondial

Le 16 mars 2020, par le Comité de coordination de la Semaine contre l'apartheid israélien 2020 – Afrique, monde arabe, Asie, Europe, Amérique latine, Amérique du nord

En raison du coronavirus, beaucoup de manifestations de la Semaine contre l'Apartheid Israélien se tiendront en ligne.



(Photo de SJP à l'Université George Washington.)

La 16^e Semaine annuelle contre l'apartheid israélien (IAW- Israeli Apartheid Week) débute aujourd'hui sous le thème *Unie-s contre le racisme*, défendant les droits des Palestiniennes et Palestiniens et visant à développer le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) pour réaliser ces droits, et ce dans le contexte des luttes mondiales contre

les oppressions raciales.

La semaine contre l'apartheid israélien 2020 se déroule avec, comme toile de fond, la pandémie du coronavirus, qui a entraîné des restrictions rigoureuses à la liberté de mouvement et d'association dans le monde entier, rendant difficile pour des groupes de nombreux pays d'organiser des manifestations publiques. Suite à cela, de nombreuses manifestations de la IAW ont été modifiées, reportées, voire annulées. Néanmoins, les manifestations de la IAW se tiendront en ligne, et, où cela sera possible, en personnes.

Certaines manifestations clés de l'AW comprennent un webinaire en ligne (réunions interactives de type séminaire faites via internet) avec le député sud-africain Mandla Mandela et la militante afro-féministe Desirée Bela-Lobedde, le 19 mars à 18 h 30 (heure Europe centrale) ; un séminaire le 2 avril avec Rebecca Vilkomerson, qui a été directrice exécutive de l'organisation: Une Voix juive pour la paix ; et un séminaire le 6 avril avec Noura Erakat, avocate palestinienne étasunienne des droits civils. Le programme des manifestations IAW est actualisé au fur et à mesure que les plans évoluent.

Avec un régime d'extrême droite israélien qui s'associe à des régimes autoritaires et racistes dans le monde entier, leur fournissant des technologies et des doctrines militaires et sécuritaires meurtrières, « *testées sur le terrain* », les groupes qui luttent contre le racisme oeuvrent plus que jamais dans l'urgence pour se joindre aux luttes pour la liberté, la justice, l'égalité et la dignité, pour les Palestiniennes et Palestiniens et toutes celles et ceux qui subissent la répression dans le monde.

Dans une nouvelle déclaration, la dirigeante étasunienne des droits civils, Angela Davis, a exprimé son soutien à l'unification des luttes antiracistes lors de la Semaine contre l'apartheid israélien, disant :

« Pour celles et ceux qui, partout, luttent contre le racisme et pour la liberté, le peuple palestinien continue de servir d'inspiration car il a subi et est resté debout, résolu, pendant si longtemps, refusant d'abandonner et d'accepter un assujettissement et une injustice permanents...»

« Si l'injustice est indivisible, il s'ensuit que nos luttes contre l'injustice doivent être conjointes. Je soutiens sans réserve la Semaine contre l'apartheid israélien 2020 sous le thème 'Uni-e-s contre le racisme', et j'appelle les groupes et les individu-e-s du monde entier à y participer ».

Cette année, l'IAW coïncide avec la Journée internationale des Nations-Unies pour l'élimination de la discrimination raciale, qui, chaque année, se tient le 21 mars, jour du massacre de 69 manifestant-e-s noir-e-s par le régime d'apartheid sud-africain à Sharpeville, en 1960.

Plus de 100 groupes progressistes, antiracistes, en Europe, ont appelé à coordonner les manifestations de l'AW 2020.

Les Nations-Unies définissent l'apartheid comme un crime contre l'humanité qui doit être réprimé et puni, où qu'il soit perpétré. Israël commet ce crime de l'apartheid, tel que défini par le droit international, contre tous les Palestiniennes et Palestiniens, en Palestine historique et en exil.

Les Palestiniennes, Palestiniens et les progressistes du monde entier refusent l'« accord du siècle » Trump-Netanyahu, non seulement parce qu'il a été conçu pour enraciner l'apartheid israélien, mais encore parce qu'il incarne une tendance à l'expansion d'une répression raciale mondiale dans laquelle Israël joue un rôle. Israël partage des tactiques d'un maintien de l'ordre racisé avec les États-Unis ; il fournit des armes aux régimes génocidaires du Rwanda et du Myanmar ; il fournit des technologies et des équipements afin de militariser les frontières des États-Unis et de l'Union européenne ; il vend chaque année pour un milliard de dollars d'armes à l'Inde, alimentant la répression au Kashmir ; et il

fournit des armes et des technologies qui soutiennent la militarisation et la violence de la police raciste du gouvernement fanatique de Bolsonaro au Brésil.

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la Semaine contre l'apartheid Israélien, et le thème « Uni-e-s contre le racisme » nous imposent de nous tenir toutes et tous ensemble, maintenant, contre les déplorables stéréotypes raciaux et les violences qui ont été fomentés contre les Asiatiques dans de nombreux pays au fur et à mesure que se propageait le coronavirus.

Les possibilités de rassemblements physiques étant limitées du fait du coronavirus, rejoignez les groupes qui combattent toutes les formes d'oppressions dans les manifestations et les actions en ligne pour la Semaine contre l'apartheid israélien 2020, afin de faire passer le message que l'apartheid et le racisme ont été inacceptables en Afrique du Sud, qu'ils sont aujourd'hui inacceptables en Palestine, et qu'ils sont inacceptables partout.

Traduction : BP pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)